



Comité Local (CSAL Aude) 12 décembre 2023 DECLARATION Liminaire

Monsieur le Président,

Les documents nationaux du projet de loi des finances (PLF) viennent de sortir avec le nombre de suppressions d'emplois nettes par catégories par département. Sur la France 783 suppressions d'emplois ont lieu dans le réseau des directions territoriales compensées en partie par des renforts de 393 emplois en particulier dans la fraude fiscale et les missions d'audit. Pour notre département, les chiffres très globaux nous font évaluer qu'il y a une suppression nette d'un agent C et d'un géomètre, et au total la création de deux postes dont deux venant de transferts (suite à l'arrivée de missions comme la taxe d'urbanisme). Vous avez donc à présent tiré vos conclusions de l'exercice emploi dans l'Aude et nous vous demandons enfin plus de détails sur ces résultats nationaux.

Vous savez que le sujet de l'emploi est un sujet fort de la préoccupation des agent-e-s avec des incidences sur les missions et leurs conditions de vie, leur niveau de stress, d'autant plus prégnantes quand ils sont confrontés aux inepties et balbutiements technologiques de la DGFIP. Vous en avez un exemple récent avec l'interpellation des agents du SIP de Limoux ou la faillite GMBI. Comme annoncé par les syndicats nous assistons aux suites de gmbi, feuilleton qui est encore plus comique ou catastrophique que les prévisions... avec par exemple des envois par milliers de taxe d'habitation à des enfants... **Aujourd'hui tous les agents d'assiette du département sont directement confrontés aux incompétences des décideurs sur GMBI.** Ils se retrouvent devant des envois d'avis TH en masse non dus sans en comprendre les raisons. De nombreux cas ne sont pas prévus dans les notes. Des enfants reçoivent des avis et à part les supprimer nous ne savons pas quoi modifier pour réparer ces anomalies. Les contribuables interpellent les agents d'assiette. Des articles de presse se multiplient dans l'Aude et ailleurs. Nous exigeons des réponses concrètes de la direction sur ce sujet.

Nous ne ferons pas le travail des incompetents de Bercy et de M. Attal qui s'est vite enfui (avec les lauriers !) dans un autre ministère après avoir donné

son feu vert à GMBI. M. Attal, Bercy et le DG doivent rendre des comptes, piloter l'annulation de masse à distance et les mises à jour de toutes ces TH émises à tort, ou alors traiter nos courriers, contentieux en ligne ou postaux reçus par milliers tous les jours dans les services sur ce sujet. Dans le PLF 2023, 100 suppressions d'emploi ont été fléchées grâce aux gains de GMBI ! La blague. Même la DG est obligée d'affecter en catastrophe pour GMBI 127 vacataires...et de sortir de son chapeau une prime pour les « seuls » agents impactés par l'incompétence GMBI.

La CGT Finances publiques et l'intersyndicale DGFIP souhaitaient au contraire une prime collective relative à l'activité pour 2023. Tous les agents et agentes de la DGFIP travaillent dans des conditions compliquées avec des moyens insuffisants tant sur le plan matériel qu'humain.

Ce comité a pour ordre du jour le suivi des engagements pris en CSAL; règlement intérieur du CSAL; point d'étape NRP au 1^{er} décembre 2023; mais nous avons d'autres questions à faire remonter qui concernent la vie quotidienne de nos services. Sans ordre particulier, nous avons des questions sur les entretiens de recrutement de fonctionnaires hors concours de la ddfip 11, un point sur le SDIF et un point gmbi sur le département, un point sur les travaux sur les sites de Narbonne, du CDC et Carcassonne, un point sur le fond d'amélioration des conditions de vie au travail (FACVT), sur les sièges des télétravailleurs, un point sur le réaménagement de la place Gaston Jourdanne par la mairie, et sur le parking sur Carcassonne en lien avec la déclaration intersyndicale que nous venons de lire, un point sur les effectifs de l'équipe de soutien technique et logistique, un point sur le SPF de Carcassonne et « l'objectif » des 100 jours. Quant au bilan antenne SIE, notre syndicat vous rappelle que vous devez le faire, nous ne l'avons toujours pas à l'ODJ semble-t-il.

Pour la CGT, il n'y a qu'une réponse efficace à toutes ces dégradations de nos vies : encore la mobilisation ! Cela dépend de nous !

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.
N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 ; Mél : cgt.ddfip11@dgifp.finances.gouv.fr;